

sommes sous le rapport politique. Peut-être, durant l'hiver, ne trouverons-nous pas cette route menant à l'océan moins dispendieuse que la voie des États-Unis ; mais si nous avons à nous une voie de communication que nous pourrions prendre dans le cas de nécessité, nos voisins verront qu'il est de leur intérêt de nous offrir l'usage des leurs à bon marché, (Écoutez ! écoutez !) — chose qu'ils se garderont bien de faire tant qu'ils ne nous verront pas d'autre débouché ; mais si, durant toute l'année, nous avons une issue pour l'écoulement de nos produits, ils ne commettront pas la folie de se priver eux-mêmes de l'occasion d'ache-miner nos articles sur leur territoire. Si nous avions à présent cette voie ferrée, nous n'aurions pas lieu de craindre le retrait du système d'entreposage ni le maintien de celui des passeports, car, en ce faisant, ils se feraient à eux-mêmes plus de tort qu'à nous. Encore une fois, je puis dire que dans cette union je ne vois aucun élément de danger. Durant le temps de l'incubation du projet, si toutefois je puis m'exprimer ainsi, j'ai fait mon possible, dans ses diverses phases, pour le juger sans passion et sans prévention, car au début, je l'avoue, il ne m'inspirait aucune confiance ; il me semblait que nous allions tenter l'inconnu, et qu'à un système qui avait comparativement bien fonctionné nous allions en substituer un autre qui, sous quelques rapports et selon l'esprit de la constitution anglaise, pouvait passer pour une innovation ; mais maintenant que je l'ai étudié avec toute l'attention possible, je dis que sur aucun point je ne puis entrevoir que l'union de ces colonies nous conduira à notre indépendance de la Grande-Bretagne. S'il en était autrement, je me ferais un devoir de m'opposer à son adoption, en un mot, j'emploierais pour le faire rejeter tous les moyens en mon pouvoir. Mais tout au contraire, M. l'ORATEUR, je verrais dans son rejet la cause d'un grand danger. Je pense que si nous restons comme nous sommes, une simple aggrégation de colonies isolées, hostiles jusqu'à un certain point les unes aux autres, le danger est imminent ; il existe, et c'est des États-Unis qu'il nous viendra. Si nous ne nous unissons et ne formons un gouvernement central, auquel sera conféré le pouvoir de diriger la puissance du pays dans la voie la plus avantageuse, ma conviction est que nous courons le risque d'être absorbés par cette république. Or, dans ce danger se trouve le plus puissant argument

qui puisse être apporté en faveur de la confédération des provinces, puisque cette dernière nous permettrait d'ériger les défenses nécessaires tout le long de la frontière de notre pays. En très peu de mots je pense pouvoir démontrer que si nous nous unissons, cela suffira pour que l'Angleterre entreprenne ces travaux de défense qui seront essentiels à notre sécurité et de nature à faire respecter son pavillon sur ce continent ; et que si, comme je le crois, cette union s'accomplit, nous serons alors en mesure de nous défendre avec succès contre toute attaque. Et malheureusement, M. l'ORATEUR, nous ne pouvons pas espérer que le danger d'être attaqués ne se réalisera pas. Il n'est pas à l'état de possibilité vague ni très éloigné de nous. Tant que la guerre civile actuelle continuera, personne ne peut dire si un jour ou l'autre ces complications ne se transformeront pas en hostilités contre nous. Tout homme prudent ne peut s'empêcher de voir les nuages sombres qui planent au-dessus de notre pays et qui menacent à chaque instant de se déchaîner pour laisser fondre l'orage sur nous. Ils sont là qui nous avertissent que nous n'avons pas de temps à perdre si nous croyons que l'union parera aux dangers dont nous sommes menacés. Or, si l'on veut que le gouvernement général s'occupe immédiatement de nous mettre en mesure de nous défendre, il importe donc de hâter l'accomplissement de l'union projetée. Ainsi qu'on le sait, l'opinion publique en Angleterre est malheureusement peu portée aujourd'hui à engager le gouvernement impérial à faire de grandes dépenses pour les colonies. Pour que cette dépense se fasse, il lui faudra la certitude que les travaux de défense que l'on veut faire soient capables de protéger le pays sur la frontière duquel ils seront élevés. Nous ne pouvons espérer que l'Angleterre encourra la dépense d'élever des fortifications sur notre frontière sans que l'assurance lui soit donnée que nous pourrions, avec son concours, les utiliser contre toute attaque d'une puissance hostile. Je pense que si le plan d'union projeté est rejeté, que si les différentes provinces le repoussent et que nous restons dans la condition où nous sommes, nous allons tellement décourager les hommes d'État de l'Angleterre, tellement les embarrasser, qu'ils ne sauront plus que faire pour nous. (Écoutez !)

L'HON. M. HOLTON—Allons donc !

M. DUNKIN—Qu'est-ce qui vous fait croire cela ?